



CHAPITRE 78

Loi modifiant la charte de la cité de Hull

[Sanctionnée le 19 mars 1964]

CHAPTER 78

An Act to amend the charter of the city of Hull

[Assented to 19th March 1964]

Préam-
bule.

ATTENDU que la cité de Hull a, par sa pétition, représenté qu'il est dans son intérêt et nécessaire pour la bonne administration de ses affaires que sa charte, la loi 56 Victoria, chapitre 52 et les lois qui la modifient, soient de nouveau modifiées afin de lui donner de plus amples pouvoirs et de la mettre ainsi en état de mieux pourvoir aux besoins de son expansion et de sa population grandissante;

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1893, c.
52, a. 1,
mod.

1. L'article 1 de la loi 56 Victoria, chapitre 52, modifié par l'article 1 de la loi 61 Victoria, chapitre 56, l'article 1 de la loi 8 Édouard VII, chapitre 88, et l'article 1 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 106, est de nouveau modifié en remplaçant le troisième alinéa par le suivant:

"maire",
etc.

"Les mots: "maire", "échevins", "greffier de la cité", "trésorier de la cité", signifient le maire, les échevins, le greffier et le trésorier de la cité de Hull respectivement."

1893, c.
52, a. 6,
mod.

2. L'article 6 de la loi 56 Victoria, chapitre 52, tel que modifié par l'article 2 de la loi 7 George V, chapitre 63 et par l'article 2 de la loi 15 George V, chapitre

WHEREAS the city of Hull has, by its petition, represented that it is in its interest and necessary for the good administration of its affairs that its charter, the act 56 Victoria, chapter 52, and the acts amending it, be again amended so as to extend its powers and so enable it to make better provision for the needs of its development and its growing population;

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 1 of the act 56 Victoria, chapter 52, amended by section 1 of the act 61 Victoria, chapter 56, section 1 of the act 8 Edward VII, chapter 88, and section 1 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 106, is again amended by replacing the third paragraph by the following:

"The words "mayor", "aldermen", "city clerk", "city treasurer" shall mean the mayor, aldermen, clerk and treasurer of the corporation of the city of Hull, respectively;"

2. Section 6 of the act 56 Victoria, chapter 52, as amended by section 2 of the act 7 George V, chapter 63 and by section 2 of the act 15 George V, chapter 96, is

96, est de nouveau modifié et remplacé par le suivant:

again amended and replaced by the following:

Conseil. "6. Le conseil de la cité se compose du maire et d'un échevin pour chaque quartier.

"6. The city council shall consist of the mayor and of one alderman for each ward.

Pouvoirs. Il exerce tous les pouvoirs et remplit toutes les fonctions qui sont accordées et imposées par cette loi à ladite cité de Hull."

It shall exercise all the powers and discharge all the duties granted and imposed by this act upon the said city of Hull."

1893, c. 52, a. 7, remp. 3. L'article 7 de la loi 56 Victoria, chapitre 52, remplacé par l'article 1 de la loi 13 George VI, chapitre 81, est de nouveau remplacé par le suivant:

3. Section 7 of the act 56 Victoria, 1893, c. 52, s. 7, replaced by the following:

Terme d'office du maire. "7. Le maire est élu pour un mandat de trois années consécutives par la majorité des électeurs municipaux de la cité, ayant qualité pour voter et dont les votes ont été donnés à telle élection; il reste en fonction jusqu'à ce qu'un successeur soit élu et assermenté pour le remplacer.

"7. The mayor shall be elected for a term of three consecutive years by the majority of the votes of the qualified municipal electors of the city cast at such election, and shall hold office until his successor in office is elected and sworn in to replace him.

Juges de paix. Le maire et les échevins sont d'office juges de paix de la cité de Hull.

The mayor and the aldermen shall be *ex officio* justices of the peace for the city of Hull.

Allocations de dépenses. Le conseil de la cité peut, par un vote des deux tiers des échevins, adopter un règlement accordant annuellement une allocation de dépenses au maire et aux échevins, mais ce règlement n'entrera en vigueur qu'après avoir été approuvé par les électeurs propriétaires; au moins la majorité des électeurs propriétaires résidant dans la cité doivent avoir voté.

The council of the city may, by a vote of two-thirds of the aldermen, adopt a by-law granting an annual expense allowance to the mayor and aldermen, but such by-law shall not come into force before having been approved by the electors who are property owners; the vote of not less than the majority of such electors residing in the city shall be required.

Résidence. La résidence, aux fins du présent article, est celle portée au rôle d'évaluation en vigueur."

The residence, for the purposes of this section, is the one entered on the assessment roll in force."

1893, c. 52, a. 10, mod. 4. Le premier aliéné de l'article 10 de la loi 56 Victoria, chapitre 52, tel que modifié et remplacé par l'article 3 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 57, est de nouveau modifié et remplacé par le suivant:

4. The first paragraph of section 10 of the act 56 Victoria, chapter 52, as amended and replaced by section 3 of the act 6-7 Elizabeth II, chapter 57, is again amended and replaced by the following:

Échevins. "10. Chacun des sept quartiers de la cité est représenté dans le conseil par un échevin, et les sièges sont numérotés de un à sept.

"10. Each of the seven wards of the city shall be represented in the council by one alderman, and the seats shall be numbered from one to seven.

Durée d'office. Ils ne peuvent exercer leur fonction sans réélection, pour une période de plus de trois années consécutives.

They shall not continue in office, without being re-elected, for a period longer than three consecutive years.

Idem. Ils restent en charge et en possession de leurs sièges jusqu'à ce que leurs successeurs

They shall remain in office and hold their seats until their successors are

soient nommés et acceptés pour les remplacer."

elected and qualified to replace them."

1893, c.
52, a. 19,
remp.

5. L'article 19 de la loi 56 Victoria, chapitre 52, remplacé par l'article 4 de la loi 3 George V, chapitre 56, est de nouveau remplacé par le suivant:

5. Section 19 of the act 56 Victoria, 1893, c. 52, s. 19, replaced. chapter 52, replaced by section 4 of the act 3 George V, chapter 56, is again replaced by the following:

Inhabilité.

"19. Quiconque remplissant les fonctions de maire ou d'échevin est déclaré en état de faillite, ou devient insolvable ou fait une demande pour obtenir le bénéfice de quelque loi que ce soit pour la protection des débiteurs insolvables; ou entre dans les ordres sacrés; ou devient ministre ou professeur de quelque secte religieuse, ou juge d'une cour de justice, ou membre du Conseil privé de Sa Majesté, ou membre du Conseil exécutif de la province de Québec; ou devient de quelque manière que ce soit responsable des deniers de la cité; ou entre au service ou s'absente de la cité pour plus de deux mois continus, ou n'assiste pas aux réunions du conseil pendant plus de deux mois consécutifs, à moins que ce ne soit pour cause de maladie ou avec la permission du conseil; ou devient directement ou indirectement partie, ou caution, à un contrat ou marché avec la cité pour l'exécution de quelque travail ou devoir; ou retire quelque intérêt, profit ou avantage de tel contrat ou marché; alors, et dans tous ces cas, il devient immédiatement et par là même inhabile à conserver son siège de maire ou d'échevin, suivant le cas."

"19. If any person holding the office of mayor or alderman is declared bankrupt, or becomes insolvent, or applies to take the benefit of any act for the relief of insolvent debtors, or takes or enters into holy orders, or becomes a minister or teacher of any religious sect, a judge of any court, or a member of Her Majesty's Privy Council or of the Executive Council of the Province of Quebec, or becomes accountable in any way for the city revenue, or enters into the employ of the city, or is absent from the city more than two months continuously or from the meetings of the council for more than two months consecutively, unless in case of illness or with leave of the council, or, directly or indirectly, becomes a party to or security for any contract or agreement with the city for the performance of any work or duty, or derives any interest, profit or advantage from such contract or agreement, then, and in every such case, such person shall thereupon immediately become disqualified, and shall cease to hold such office of mayor or alderman, as the case may be." Disquali-
fication.

1893, c.
52, a. 28,
remp.

6. L'article 28 de la loi 56 Victoria, chapitre 52, remplacé par l'article 6 de la loi 5 George V, chapitre 92, est de nouveau remplacé par le suivant:

6. Section 28 of the act 56 Victoria, 1893, c. 52, s. 28, replaced. chapter 52, replaced by section 6 of the act 5 George V, chapter 92, is again replaced by the following:

Durée
d'office.

"28. La durée du mandat des échevins est de trois ans."

"28. The term of office of the aldermen shall be three years." Term of
office.

1893, c.
52, a. 63,
remp.

7. L'article 63 de la loi 56 Victoria, chapitre 52, tel que modifié et remplacé par l'article 8 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 57, est de nouveau modifié et remplacé par le suivant:

7. Section 63 of the act 56 Victoria, 1893, c. 52, s. 63, replaced. chapter 52, as amended and replaced by section 8 of the act 6-7 Elizabeth II, chapter 57, is again amended and replaced by the following:

Juridic-
tion.

"63. Le conseil exerce sa juridiction dans tout le territoire de la cité.

"63. The council shall have jurisdiction throughout the territory of the city." Jurisdic-
tion.

Assemblées publiques. Les assemblées du conseil sont publiques.

Quorum. Le quorum est de cinq membres et pour former tel quorum le maire est considéré comme membre.

Réunions. Le conseil se réunit au moins une fois par mois, savoir: le premier mardi de chaque mois, et, si ce jour est un jour non juridique, le jour juridique suivant. Il peut ajourner ses séances à un jour ultérieur."

1893, c. 52, a. 64, remp. **8.** L'article 64 de la loi 56 Victoria, chapitre 52, est modifié et remplacé par le suivant:

Convocation par le maire. **"64.** Le maire peut chaque fois qu'il le juge opportun ou nécessaire convoquer une ou des assemblées spéciales du conseil.

Id., par deux échevins. Deux échevins peuvent aussi faire convoquer une assemblée spéciale du dit conseil; dans ce cas, ils s'adressent au maire et lui demandent de convoquer ladite assemblée spéciale, et, en l'absence du maire ou sur son refus d'agir, ils convoquent eux-mêmes ladite assemblée, en exposant par écrit, au greffier de la cité, leur but, en convoquant telle assemblée spéciale et en fixant le jour qu'ils désirent avoir telle assemblée.

Avis. Le greffier, en recevant tel avis par écrit des dits échevins, convoque une assemblée spéciale du dit conseil en donnant un avis écrit à chacun des échevins.

Contenu. Ledit avis doit mentionner les sujets qui doivent être pris en considération à ladite assemblée spéciale; et lors de cette assemblée le conseil n'a pas le droit de prendre en considération d'autres sujets que ceux mentionnés dans ledit avis."

1893, c. 52, a. 147, mod. **9.** L'article 147 de la loi 56 Victoria, chapitre 52, remplacé par l'article 15 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 73, est modifié en remplaçant le paragraphe 1 par le suivant:

Améliorations locales. **"147. 1.** Les améliorations locales comprennent les travaux relatifs aux systèmes d'égouts de la cité, les travaux de trottoirs et de pavage ainsi que l'ouverture et l'aménagement de rues, parties de

The meetings of the council shall be public. Meetings public.

The quorum shall be five members and to form such quorum the mayor shall be considered as a member. Quorum.

The council shall meet at least once a month, namely: on the first Tuesday of each month and, if such day is non-judicial, on the juridical day following. It may adjourn its sittings to a future day." Meetings.

8. Section 64 of the act 56 Victoria, 1893, c. 52, s. 64, replaced. the following:

"64. The mayor may, whenever he deems it expedient or necessary, convene one or more special meetings of the city council. Meetings called by mayor.

Two aldermen may also convene a special meeting of the said council; in such case they shall apply to the mayor, and request him to convene the said special meeting, and, in the absence of the mayor, or on his refusal to act, they shall themselves call the special meeting, by indicating in writing to the clerk of the city their object in convening such special meeting, and specifying the date on which they desire to have such special meeting. Id., by two aldermen.

The clerk, on receiving such notice in writing from the said aldermen, shall call a special meeting of the said council, by giving a written notice thereof to each of the aldermen. Notice.

The said notice shall mention the subjects which are to be taken into consideration at the said special meeting, and at such meeting the council shall not have the right to take into consideration any subjects other than those mentioned in the said notice." Contents.

9. Section 147 of the act 56 Victoria, 1893, c. 52, s. 147, am. replaced by section 15 of the act 4-5 Elizabeth II, chapter 73, is amended by replacing subsection 1 by the following:

"147. 1. Local improvements shall include works related to the sewer system of the city, sidewalk and paving works, and the opening and grading of streets, parts of streets, lanes or public places, Local improvements.

rues, ruelles ou places publiques de même que les travaux relatifs aux bornes-fontaines et aux systèmes d'aqueduc, d'éclairage et d'alarme."

as well as the works respecting hydrants and the waterworks, lighting and alarm systems."

1893, c. 52, a. 147a, aj. **10.** La loi 56 Victoria, chapitre 52, est modifiée en ajoutant après l'article 147, le suivant :

10. The act 56 Victoria, chapter 52, 1893, c. 52, s. 147a, ad. is amended by adding thereto after section 147, the following:

Disposi-
tions ap-
plicables.

"**147a.** Les dispositions des articles 68a, 68b, des paragraphes 1°, 1°a, 1°b, 2°, 3° et 4° de l'article 426 et du paragraphe 8° de l'article 429 de la Loi des cités et villes s'appliquent à la cité de Hull nonobstant toutes dispositions inconciliables de sa charte."

"**147a.** The provisions of sections 68a, 68b, of paragraphs 1, 1a, 1b, 2, 3 and 4 of section 426 and of paragraph 8 of section 429 of the Cities and Towns Act shall apply to the city of Hull notwithstanding any incompatible provisions of its charter."

1893, c. 52, a. 312, ab. **11.** L'article 312 de la loi 56 Victoria, chapitre 52, remplacé par l'article 9 de la loi 1 Édouard VII, chapitre 45, est abrogé.

11. Section 312 of the act 56 Victoria, 1893, c. 52, s. 312, repealed. chapter 52, replaced by section 9 of the act 1 Edward VII, chapter 45, is repealed.

Id., a. 331a, aj. **12.** La loi 56 Victoria, chapitre 52, est modifiée en ajoutant après l'article 331, le suivant :

12. The act 56 Victoria, chapter 52, is Id., s. 331a, ad. amended by adding, after section 331, the following:

Serment
de l'éva-
luateur.

"**331a.** Lors du dépôt du rôle, l'évaluateur doit déclarer sous serment que le rôle a été préparé par lui ou sous sa direction et qu'il contient l'évaluation des biens de la cité suivant leur valeur réelle."

"**331a.** Upon the deposit of the roll, Oath of the assessor shall declare under oath that the roll was prepared by him or under his direction and that it contains the valuation of the properties of the city according to their real value."

1893, c. 52, a. 333h, remp. **13.** L'article 333h de la loi 56 Victoria, chapitre 52, édicté par l'article 10 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 75, est remplacé par le suivant :

13. Section 333h of the act 56 Victoria, 1893, c. 52, s. 333h, replaced. chapter 52, enacted by section 10 of the act 5-6 Elizabeth II, chapter 75, is replaced by the following:

Communi-
cation
du rôle;
homologa-
tion.

"**333h.** Lorsqu'il reçoit ce rapport, le greffier de la cité doit le communiquer immédiatement au conseil; sur communication de ce rapport par le greffier, le rôle se trouve homologué et il reste en vigueur jusqu'à l'entrée en vigueur du nouveau rôle."

"**333h.** When he receives such report, the city clerk shall immediately give communication thereof to the council; upon the communication of such report by the clerk, the roll is homologated and shall remain in force until the coming into force of the new roll."

1893, c. 52, a. 333i, remp. **14.** L'article 333i de la loi 56 Victoria, chapitre 52, édicté par l'article 10 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 75, est remplacé par le suivant :

14. Section 333i of the act 56 Victoria, 1893, c. 52, s. 333i, replaced. chapter 52, enacted by section 10 of the act 5-6 Elizabeth II, chapter 75, is replaced by the following:

Effet du
retard.

"**333i.** Le défaut de la part de l'évaluateur ou du bureau d'agir dans le temps prescrit n'a pas l'effet d'empêcher la confection ou l'homologation du rôle en dehors de ce temps."

"**333i.** The failure of the appraiser or Effect of of the board to act within the time prescribed shall not prevent the completion or delay. homologation of the roll thereafter."

1893, c.
52, a.
333j, mod.

15. Le paragraphe 1° de l'article 333j de la loi 56 Victoria, chapitre 52, édicté par l'article 10 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 75, est remplacé par le suivant :

"1° De toute décision rendue par le bureau en vertu des articles 332 et 333e à 333i inclusivement dans les trente jours à compter de l'homologation du rôle."

Id., a. 426,
remp.

16. L'article 426 de la loi 56 Victoria, chapitre 52, est remplacé par le suivant :

Taxe sur
proprié-
taire de
chien, etc.

"**426.** Pour imposer une taxe annuelle à toute personne qui est propriétaire ou possesseur d'un chien ou d'un chenil; cette taxe est exigible sous forme de licence ou autrement, mais elle ne doit pas excéder \$50. dans chaque cas.

Percep-
tion.

Le conseil a le pouvoir, par règlement, de régler la perception de cette taxe ou licence, et de faire détruire ou enfermer tous chiens qui errent ou dont le propriétaire enfreint le règlement."

1893, c.
52, a. 428,
mod.

17. La paragraphe 4 de l'article 428 de la loi 56 Victoria, chapitre 52, édicté par l'article 15 de la loi 1 Édouard VII, chapitre 45, est abrogé.

Id., a. 429,
remp.

18. L'article 429 de la loi 56 Victoria, chapitre 52 est remplacé par le suivant :

Licence
pour ven-
dre fonds
de ban-
queroute,
etc.

"**429.** Pour prélever et percevoir, par voie de licence, une somme n'excédant pas trois cents dollars, de toute personne venant temporairement dans la cité pour y vendre ou faire vendre des marchandises ou effets provenant, en tout ou en partie, d'un fonds de banqueroute, ou autres fonds de marchandises, articles de commerce ou effets, soit par encan public, soit à vente privée."

1893, c.
52, a. 523,
remp.

19. L'article 523 de la loi 56 Victoria, chapitre 52, est remplacé par le suivant :

Pouvoir
d'imposer
des peines.

"**523.** Le conseil peut, dans tout règlement fait en vertu de la présente loi, décréter l'imposition de punitions par voie d'amende ou d'emprisonnement, dans le but de faire exécuter chaque tel règlement, pourvu que l'amende n'excède pas la somme de cent dollars et que l'emprisonnement ne soit pas pour une période excédant soixante jours, sauf les cas de

15. Paragraph 1 of section 333j of the act 56 Victoria, chapter 52, enacted by section 10 of the act 5-6 Elizabeth II, chapter 75, is replaced by the following :

"1. From any decision of the board under sections 332 and 333e to 333i inclusively within thirty days from the homologation of the roll."

16. Section 426 of the act 56 Victoria, chapter 52, is replaced by the following :

"**426.** To impose an annual tax on every person who owns or keeps a dog or kennel; such tax shall be payable in the form of a license or otherwise, but shall not exceed \$50. in each case.

Tax on
owners of
dogs, etc.

The council may, by by-law, regulate the collection of such tax or license, and cause all dogs at large, or whose owners infringe these provisions, to be destroyed or confined."

Collec-
tion.

17. Subsection 4 of section 428 of the act 56 Victoria, chapter 52, enacted by section 15 of the act 1 Edward VII, chapter 45, is repealed.

1893, c.
52, s. 428,
am.

18. Section 429 of the act 56 Victoria, chapter 52 is replaced by the following :

"**429.** To levy and collect, by license, a sum not exceeding three hundred dollars, upon all persons coming temporarily into the city to sell or cause to be sold therein wares or merchandise belonging, in whole or in part, to a bankrupt estate or other stocks of merchandise, goods or articles, either by auction or by private sale."

License to
sell
bankrupt
stock, etc.

19. Section 523 of the act 56 Victoria, chapter 52, is replaced by the following :

"**523.** The council may, in any by-law made under the provisions of this act, enact the imposition of punishment, by fine or imprisonment, for enforcing any such by-law, provided that the fine does not exceed the sum of one hundred dollars, and that the imprisonment be for a period not exceeding sixty days, saving offences against by-laws respecting the

Power to
impose
penalties.

transgression des règlements relatifs aux ventes de liqueurs et aux licences, et autres pour lesquels il est autrement pourvu par cette loi.

Discretion du tribunal. Le tribunal jugeant le délit peut, à sa discrétion, limiter l'amende et l'emprisonnement."

1893, c. 52, a. 526, remp. **20.** L'article 526 de la loi 56 Victoria, chapitre 52, est remplacé par le suivant:

Personne molestée des officiers du conseil, etc. **"526.** Toute personne qui moleste ou empêche, ou tente d'empêcher ou de molester tout officier du conseil ou constable, dans l'exercice de quelqu'un des devoirs à lui conférés ou imposés par cette loi, ou par un règlement ou ordre du conseil, encourt une pénalité de pas plus de cent dollars, et est sujette à la même punition sur conviction de telle offense, par plainte ou autrement, que celle imposée par la loi à toutes autres personnes pour assaut sur un constable dans l'exécution des devoirs de sa charge."

1893, c. 52, a. 527, remp. **21.** L'article 527 de la loi 56 Victoria, chapitre 52, est remplacé par le suivant:

Destruction des avis, etc. **"527.** Toute personne qui, à dessein, déchire, endommage ou efface une annonce, avis ou autre document, qu'il est ordonné par cette loi ou par un règlement ou ordre du conseil d'afficher à un endroit public pour l'information des personnes intéressées, encourt une pénalité de pas plus de cent dollars pour telle offense; et, à défaut de paiement immédiat de cette amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas trente jours."

Entrée en vigueur. **22.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

sale of liquor and licenses, and others for which it is otherwise ordered by this act.

The court which decides upon the offence may limit the fine or imprisonment." Discretion of court.

20. Section 526 of the act 56 Victoria, chapter 52, is replaced by the following: 1893, c. 52, s. 526, replaced.

"526. Every person who shall hinder or prevent, or attempt to hinder or prevent, any officer of the council or constable in the exercise of any of the powers, or in the performance of any of the duties, conferred or imposed upon him by this act, or by any by-law or order of the said council, shall incur a fine of one hundred dollars and be subject to the same punishment on conviction of such offence, by complaint or otherwise, as that imposed by law upon all other persons for assault upon a constable in the execution of his duty." Interfering with officer, etc.

21. Section 527 of the act 56 Victoria, chapter 52, is replaced by the following: 1893, c. 52, s. 527, replaced.

"527. Every person who shall wilfully tear down, injure or deface any advertisement, notice or other document, required by this act or by any by-law or order of the council to be posted up at any public place for the information of persons interested, shall incur a fine not exceeding one hundred dollars for such offence, and, in default of immediate payment of such fine and costs, an imprisonment not exceeding thirty days." Defacing notices, etc.

22. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming into force.